

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 17 DU 22 OCTOBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2013
(HAUTE-NORMANDIE)

NOR : ASET1251489M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FFB Haute-Normandie ;

La CAPEB Haute-Normandie,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Haute-Normandie.

Article 2

Les parties signataires du présent avenant n° 17 de l'accord régional du 11 janvier 1991 ont fixé le barème des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après, applicable au 1^{er} janvier 2013.

Base 151,67 heures par mois (35 heures par semaine).

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL
Niveau I		
Ouvriers d'exécution :		
– position 1	150	1 428
– position 2	170	1 440
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 534
Niveau III		
Compagnons professionnels :		
– position 1	210	1 654
– position 2	230	1 765
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :		
– position 1	250	1 926
– position 2	270	2 053

Rappel : aucune rémunération mensuelle brute ne doit être inférieure au Smic en vigueur.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent avenant n° 17, auquel pourra adhérer toute organisation syndicale non signataire, sera déposé au secrétariat des conseils de prud'hommes ainsi qu'à la direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Toute organisation non signataire adhérera au présent accord par simple déclaration au secrétariat des conseils de prud'hommes et en avisera les organisations signataires par lettre recommandée.

Article 4

Les parties signataires conviennent que si pendant la durée d'application de cet accord des modifications législatives, conventionnelles ou réglementaires étaient mises en place et influaient sur le calcul des salaires minimaux, il conviendrait, à la demande de l'une des parties, de se réunir et, le cas échéant, de renégocier les valeurs des salaires minimaux ouvriers fixées ce jour forfaitairement.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant n° 17 au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 22 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)